

Antoine Kaburahe : "Le Burundi plutôt vers une guerre civile qu'un génocide"

Le Courrier, 28 mai 2016 «Nous vivons une régression terrible» Le pays semble plutôt s'orienter vers une nouvelle guerre civile que sur un génocide, analyse le journaliste Antoine Kaburahe, qui a dû s'exiler. A moins que le gouvernement négocie avec l'opposition. Le Burundi est-il au bord du génocide? La question agite beaucoup en Europe alors que les massacres de masse commis au Rwanda contre les Tutsis en 1994 sont encore frais dans les mémoires [1]. Le Courrier a interrogé Antoine Kaburahe, directeur du dernier groupe de presse encore actif au Burundi, Iwacu, depuis que la répression s'est abattue sur les médias et la société civile à la suite d'un coup d'Etat manqué en mai 2015. Le journaliste, qui a dû récemment s'exiler en Belgique s'est vu décerner le 3 mai dernier «sur recommandation de Reporters sans frontières» la médaille d'honneur de la Mairie de Paris lors d'une soirée célébrant les «héros de l'information». Dans la foulée, Antoine Kaburahe a signé un partenariat avec Le Monde Afrique. Le Burundais a aussi lancé une campagne de financement participatif (crowdfunding) pour permettre à ses médias, soutenus financièrement par la Coopération suisse au développement (DDC) «deux hebdomadaires, un magazine et une Web TV», de survivre à la grave crise politique que traverse son pays [2]. L'homme, qui est lui-même Tutsi, ne voit pas de signes avant-coureurs d'un génocide contre son «ethnie» «le gouvernement tant majorité Hutu» mais n'exclut pas qu'un tel événement puisse se produire si la situation venait à dégrader. Pourquoi avez-vous dû fuir votre pays? Antoine Kaburahe: J'ai quitté le dernier patron de presse à quitter le Burundi en novembre dernier. Les autres se sont exilés en mai après la destruction des locaux et du matériel de presque tous les médias indépendants dans la foulée du coup d'Etat manqué. À la fin de l'année, un procureur m'a accusé d'être impliqué dans cette tentative de putsch. C'était bien sûr une histoire montée de toutes pièces. Je risquais de finir en prison injustement. Qu'en est-il de la liberté de la presse depuis? Nous traversons une terrible régression. Le Burundi était l'un des seuls pays d'Afrique à jouir d'une presse réellement indépendante et dynamique et d'une société civile libre. Mais après le coup d'Etat, le gouvernement a considéré que tout média indépendant représentait une opposition au régime en place. L'occasion était trop belle pour lui de s'en débarrasser. Les radios ont été incendiées. Une centaine de journalistes burundais sont maintenant en exil, de même que les plus importants leaders de la société civile. La racine de la crise politique actuelle est pourtant antérieure au coup d'Etat manqué... Oui, tout est parti de la décision malheureuse du président, Pierre Nkurunziza, de briguer un troisième mandat. Contre l'avis du peuple et de la communauté internationale, il s'est entêté et a tenté en vain de modifier la Constitution pour pouvoir se représenter. Puis a obtenu l'aval de la Cour constitutionnelle, dont certains juges se sont démissionnés sous la menace. Les manifestations pacifiques qui ont suivi contre cette décision se sont heurtées à une répression brutale des autorités. La police a tiré des balles réelles sur la foule, causant plusieurs morts. Le putsch avorté n'est intervenu qu'après. Puis, le président a été renversé dans des conditions contestées et lors d'élections boycottées par l'opposition. Le pays depuis lors est à la dérive. L'Union européenne et les Etats-Unis ont retiré leur aide au Burundi, alors que le budget de l'Etat dépend à 55% de l'aide internationale. Est-ce que cette crise a ravivé ce que certains appellent le «démon de l'ethnicisme», une manipulation des divisions entre «Hutus» et «Tutsis»? Ce démon n'est pas encore éveillé mais le risque est bien présent. Certains responsables politiques essaient de manipuler les identités des uns et des autres afin de se maintenir au pouvoir. Il faut bien comprendre qu'il ne s'agit pas d'un conflit ethnique, mais politique. Ceux qui étaient opposés au troisième mandat de Pierre Nkurunziza étaient autant des Hutus que des Tutsis. Nombre de personnalités politiques Hutus de premier plan ne se reconnaissent pas dans le régime présidentiel Hutu du président Nkurunziza. Plusieurs d'entre elles se sont exilées. Il faut aussi souligner que le porte-parole de la plateforme de l'opposition, le Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha (Cnared), est un Hutu. Inversement, le premier vice-président du pays est Tutsi. Une situation difficile à démanteler... Oui, il faut se garder des réponses simplistes. Rappelons aussi que la notion «d'ethnie» ne correspond pas aux identités hutues et tutsies. Nous parlons la même langue, nous avons les mêmes coutumes. Soulignons plutôt l'avancée que représente le fait qu'Hutus et Tutsis se sont unis pour lutter contre un système qui veut museler les gens et dans lequel les violations des droits humains sont légion. Certains redoutent un génocide au Burundi. Est-ce excessif? Après le Rwanda, cette question revient sans cesse dans les médias occidentaux. Il faut être prudent dans l'analyse de la situation. Je constate d'abord que certaines personnes sont aujourd'hui assassinées en raison de leur appartenance ethnique. Des Tutsis, mais aussi des Hutus. C'est inacceptable et très grave. On n'observe cependant pas pour l'instant une planification systématique d'une élimination de franges de la population sur la base de leur identité. Le risque ne peut toutefois pas être écarté. Mais aujourd'hui les assassinats ont surtout un mobile politique. Le pays s'orienterait-il vers une nouvelle guerre civile, telle que celle qui a miné le pays dans les années 1990? Les années de guerre ont forgé dans les mentalités un état d'esprit réceptif aux idées violentes. Dans le contexte actuel, les positions des uns et des autres peuvent se radicaliser. De nombreuses grenades et des armes de petits calibres circulent. Chaque jour, on apprend qu'elles ont fait une nouvelle victime dans un café ou un commerce. On dénombre plusieurs centaines de morts chaque jour et cela continue. Le danger est grand que nombre de jeunes soient instrumentalisés. Frustrés par le chômage et la misère, ils sont facilement manipulables. Etant donné que les partis politiques ne sont plus fonctionnels et que la société civile est en débandade, le risque que les gens s'expriment par les armes augmente. Et la tragédie pourrait se passer à huit cloches puisque les journalistes étrangers ne sont plus présents sur place et que les médias locaux ont été presque entièrement supprimés correspondant sur place de Radio France Internationale et de l'AFP a été torturé en août et passé dans les locaux des services de renseignement. Des médiations sont en cours à Arusha, en Tanzanie. Quel espoir cela représente-t-il? Je ne suis pas très optimiste. Cela n'avance pas. Le gouvernement ne veut pas négocier avec ceux qu'il considère être des putschistes et dit privilégier un «dialogue interne» qu'il contrôle, y compris en se trouvant des «opposants» maison. Je ne vois pas beaucoup de bonne volonté de la part des autorités. Quelle posture la communauté internationale a-t-elle adoptée? L'ONU semble désarmée, impuissante, ou pas très courageuse. Le gouvernement burundais continue à dénier l'ensemble de la communauté internationale malgré les sanctions économiques. Est-ce que

gouvernement, asphyxié, finira par lâcher du lest et envisager une sortie politique de la crise? La question reste ouverte. Je garde espoir pour ma part que mon pays va s'épargner une nouvelle guerre, mais on dirait que l'on n'apprend rien de l'histoire, malheureusement. Dans quelles conditions travaillent les vingt-quatre journalistes qui œuvrent pour votre groupe, Iwacu? Iwacu tente de survivre dans un environnement politique et économique hostile. Notre groupe a perdu 80% de ses recettes publicitaires. Malgré tout, mes collègues continuent à remplir leur mission, la peur au ventre, dans des conditions de sécurité très difficiles. Je rends ici hommage à leur courage. Ils aiment leur pays et continuent à œuvrer pour donner une information équilibrée, en donnant la parole à tout le monde. Christophe Koessler [1] D'avril à juillet 1994, le génocide au Rwanda a fait entre 800000 et 1 million de morts selon les estimations. [2] Iwacu a dépassé son premier objectif de récolter 11 124 francs. Les promesses de dons s'élevaient à plus de 13 000 francs suisses. Nouveaux dons possibles sur la page internet à <http://fr.ulule.com/iwacu/>